



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires**

Le Mans, le 12 OCT. 2022

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

portant approbation de la charte d'engagements départementale,
des utilisateurs agricoles de produits phytopharmaceutiques, à proximité des zones habitées

**Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 120-1 et L. 123-19-1 ;
- VU** le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 253-8 et D. 253-46-1-2 et suivants ;
- VU** la décision du Conseil constitutionnel n° 2021-891 QPC du 19 mars 2021 ;
- VU** le décret du 25 janvier 2022 relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation ;
- VU** le décret du 15 février 2022 nommant M. Emmanuel AUBRY préfet de la Sarthe ;
- VU** l'arrête du 25 janvier 2022 relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation et modifiant l'arrête du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L.253-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- VU** la consultation du public organisée du 13 juillet 2022 au 24 août 2022 inclus conformément à l'article L.123-19-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la charte d'engagement prend en compte les salariés des entreprises riveraines en tant que riverains potentiels des utilisateurs,

CONSIDÉRANT que la charte d'engagement décrit les modalités d'information des riverains sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et notamment les modalités d'informations préalables de ces riverains,

CONSIDÉRANT que la charte d'engagement décrit les modalités de dialogue et de conciliation entre les utilisateurs de produits phytopharmaceutiques et les habitants concernés,

CONSIDÉRANT que la charte d'engagement décrit les distances de sécurité qui devront être mises en œuvre par les utilisateurs de produits phytopharmaceutiques suite à l'approbation de la charte, et notamment les distances de sécurité minimales à respecter pour les produits phytopharmaceutiques pour lesquels l'autorisation de mise sur le marché ne prévoit pas de distance de sécurité.

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Sarthe,

ARRÊTE

Article 1 :

La charte d'engagement en matière d'utilisation de produits phytosanitaires à proximité des zones habitées, annexée au présent arrêté, est approuvée.

Article 2 :

La charte d'engagement en matière d'utilisation de produits phytosanitaires à proximité des zones habitées, annexée au présent arrêté, sera publiée sur le site internet de la préfecture.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Sarthe.

Le Préfet,



Emmanuel AUBRY

Délais et voies de recours :

- La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande.
- La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours contentieux est de deux mois pour le demandeur et commence à courir à compter de la notification de la présente décision. Pour les tiers, le délai de recours contentieux est de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.
- Le tribunal administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par Internet sur le site www.telerecours.fr.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.